

# la lettre anticapitaliste



N° 13- dec. 2015

## **ETAT D'URGENCE OU PAS, NOUS CONTINUERONS NOS COMBATS ! RDV jeudi 10 décembre !**

Pour répondre aux ignobles attentats de Paris, François Hollande ne parle que de guerre.

La guerre au Moyen Orient en intensifiant les frappes en Syrie mais aussi la guerre ici, sur le territoire français en instaurant l'état d'urgence.

Le discours guerrier du gouvernement français ne peut pas être la réponse aux causes de ces nouveaux massacres. Prévu pour 12 jours initialement les députés et sénateurs ont votés la prorogation pour 3 mois, et ce dans une quasi unanimité (seuls 6 députés ont voté contre).

L'état d'urgence, c'est un état policier. Les préfets et la police se substituent à la justice, M. Hollande annonce la destitution de nationalité,

M. Cazeneuve prévient que la France pourrait enfreindre la convention européenne des droits de l'Homme, les manifestations sont interdites.

Les récentes perquisitions chez des militants écologistes, associatifs, syndicalistes... attestent de cette dérive sécuritaire qui met en danger nos libertés.

Face à ces mesures liberticides et ce glissement profond vers un état sécuritaire et militaire, nous devons affirmer que nos libertés et nos droits sont inaliénables.

Nos combats contre le racisme, les discriminations, les guerres, nos solidarités et nos combats pour la justice sociale et les libertés individuelles et collectives doivent continuer et nous rassembler.

Nous pensons qu'il revient à toutes celles et ceux qui condamnent l'état d'urgence et les discours guerriers de se retrouver et prendre des initiatives.

Nous proposons un premier rendez-vous afin de créer un cadre large de mobilisation: **jeudi 10 décembre à 20h30 Maison de quartier de Villejean.**

*Alternative Libertaire, Ensemble, Fédération Anarchiste, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne, Parti de Gauche, Parti Pirate.*

Perquisitions et assignations à résidence de militants écologistes, manifestations interdites :

Etat d'urgence ou répression de toute contestation ?

Le vrai visage de la « république » et de l'union nationale de Hollande !

**LIBERTE POUR NOS CAMARADES RENNAIS-E-S !  
RDV MERCREDI 9 DECEMBRE, 18H30, PLACE DE BRETAGNE**

Ces derniers jours, l'état d'exception prend une tournure différente : perquisitions musclées, assignations à résidence et interdiction d'aller en Ile de France pour des militants écologistes et d'extrême gauche.

Jeudi 26 et vendredi 27 novembre au matin, de nombreux fonctionnaires de police, munis de fusils à pompes et assumant totalement leur toute-puissance sont intervenus chez des militants

(6 à Rennes et 24 en France) en les menottant et les plaquant au sol, parfois devant leurs enfants. Évoquant la recherche infructueuse « d'armes de guerre et d'explosifs », ces fonctionnaires de police ont obéi aux ordres du préfet et de Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, membre du PS. La principale justification pour ces perquisitions, est que ces militants sont jugés susceptibles de manifester violemment à l'occasion de la COP21 et que les forces de police ne soient pas

mobilisées à autre chose que la menace terroriste.

Comment, sur quels faits et par qui, ces militants ont-ils été jugés ?

La préfecture, sans aucune preuve, utilise des informations des renseignements généraux et des faits imaginaires, approximatifs ou faux comme l'accusation de posséder des engins incendiaires lors d'une manifestation à Milan contre l'exposition universelle... Elle les accuse également d'avoir participé à la manifestation anti-aéroport à Nantes le 22 février 2014, au week-end de mobilisation contre les violences policières organisé à Pont-de-Buis un an après la mort de Rémi Fraisse... Or, ces mobilisations sont légitimes et ont été portées par une grande partie du mouvement social dont le NPA Rennes !

Ces faits sont directement en lien avec la demande de l'état français de déroger à la Convention européenne des Droits de l'homme grâce à l'article 15 de cette convention qui annule des droits, pourtant fondamentaux, si la nation est en guerre ou en danger. **L'état d'urgence est un état d'exception où nos droits sont bafoués**, comme celui de manifester, et où des assignations à résidence sont décidées

sur la base de stigmatisation, de discrimination, voire dans certains cas de délations.

Ce gouvernement démontre le vrai visage de l'Union nationale : faire taire toute contestation de sa politique et criminaliser le mouvement social. Il n'est pas anodin de voir les premières restrictions au droit d'expression frapper les militants écologistes. Ceux qui polluent la planète, protègent les fraudeurs comme Volkswagen ou l'agriculture productiviste, n'ont aucun intérêt à voir les peuples s'emparer des enjeux de la COP 21.

**Le NPA, dénonce les « solutions » de ce gouvernement telles que l'État d'urgence, l'unité nationale, la guerre, qui, en fait, servent les extrémistes de droite et les racistes.**

Le NPA apporte son soutien à ces militant-e-s assigné-e-s à résidence et participera à toutes les manifestations contre la guerre et le racisme, toutes les manifestations qui permettront d'arrêter le cycle des barbaries impérialistes, de l'austérité néolibérale et des monstres qu'elles nourrissent. L'ensemble des militant-e-s doivent retrouver leur liberté, nous ne les laisserons pas enfermer nos camarades rennais-e-s sans lutter, Solidarité !

## **Préparons la manifestation régionale du 12 décembre en solidarité avec les migrant-e-s et contre le harcèlement préfectoral !**

Depuis la grande manifestation pour l'accueil de tou-te-s les migrant-e-s et contre les murs qui les tuent qui avait réunis 1500 personnes (<http://www.anticapitaliste-35.org/L...>), le collectif de soutien aux personnes sans-papiers 35 continue le combat contre la préfecture qui harcèle les migrant-e-s.

C Taubira a été interpellée lors de sa venue à Rennes, sept rassemblements se sont tenus devant la préfecture où des occupations se sont déroulées en parallèle... Des milliers de tracts ont été diffusés pour informer de ces pratiques honteuses et rappeler notre soutien indéfectible aux migrant-e-s du monde entier.

Parce que nous sommes contre toutes les formes de racisme, parce que nous sommes solidaires de nos camarades migrant-e-s, parce que nous sommes pour la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, parce que nous sommes pour la liberté de circulation et d'installation, parce que nous sommes pour l'ouverture des frontières, **le NPA Rennes appelle à rejoindre massivement la manifestation régionale samedi 12 décembre à 15H place de la mairie à Rennes !**

**Pour prendre contact avec le NPA à Rennes**  
[npa.rennes@anticapitaliste-35.org](mailto:npa.rennes@anticapitaliste-35.org)  
<https://www.facebook.com/pages/NPA-Rennes/>

## INTERDITE OU PAS, NOUS AVONS MANIFESTE POUR LE CLIMAT

# ECHOS RENNAIS...

Actuellement, les pollueurs et dirigeants du monde entier sont réunis pour un crime organisé à Paris.

Aucune illusion ne peut être portée sur la COP21, ce sont les responsables de la catastrophe déjà en marche qui se retrouvent pour trouver des solutions afin de continuer à exploiter la planète (toujours plus d'émission de carbone grâce aux fausses mesures de compensation...).

Ce ne sera ni une négociation, ni même un mensonge, ils décideront du réchauffement climatique, de la hausse du niveau de la mer, de la disparition de territoires entiers... Ils accepteront ainsi l'assassinat de centaines de milliers de personnes dans les années à venir, victimes d'un système qui place le profit avant toute chose. Mais les premières victimes du réchauffement climatique ne seront pas les grands pollueurs, dirigeants et capitalistes, ce seront d'abord les habitant-e-s des pays du sud, les plus pauvres, les travailleur-se-s, les jeunes, les paysans, les femmes.

Ils se gargarisent de protéger la planète mais ils construisent des Notre-Dame-des-Landes, des Lyon-Turin, des mines, des centrales à gaz, ils

poursuivent la fuite en avant du nucléaire... Ils criminalisent, condamnent, mutilent et tuent les opposant-e-s légitimes à leurs grands projets inutiles et imposés et l'ensemble du mouvement social.

Alors non, nous refusons qu'ils continuent à faire tourner ce système capitaliste au mépris de la planète et de ses habitant-e-s.

L'Etat policier mis en place avec l'état d'urgence suite aux cruels attentats de Paris ne saurait nous faire taire. Alors que l'ensemble des événements publics (match de sport, concert...) sont maintenus, ils voudraient museler le mouvement social. Nous le refusons et l'empêcherons. S'ils veulent nous empêcher de manifester pour le climat, qu'ils interdisent le crime organisé qu'est la COP21. Nous appelons l'ensemble du mouvement social à se regrouper contre l'état d'urgence et mesures discriminatoires, militaires et liberticides.

Malgré l'arrêté préfectoral d'interdiction, malgré un dispositif policier conséquent, malgré les renoncements

pleurnichards des petits chefs de la coalition climat, plus de 500 personnes étaient présentes samedi 28 novembre place de la mairie à Rennes.

Certes, l'objectif initial de faire peser la « mobilisation citoyenne » sur les discussions de la COP 21, a été pour une grande part dénaturée du fait de la grave atteinte aux libertés démocratiques que constituaient l'interdiction de manifester et les assignations à résidence.

Mais à l'inverse, la mobilisation du 28 novembre, même bloquée par les flics de Cazeneuve dans le périmètre de la place de la mairie, a démontré avec éclat l'existence et la résolution d'un mouvement, déterminé à ne pas renoncer à répondre vraiment aux défis du dérèglement climatique.

Elle a de surcroît fait la démonstration **d'une réelle opposition populaire à l'état d'urgence et aux mesures discriminatoires et liberticides** qu'il induit.



## Marche non-mixte : STOP AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et aux personnes AFAB (assigned female at birth - assignées femmes à la naissance), une marche de nuit non-mixte reprenant ces mots d'ordre s'est déroulée à Rennes le mercredi 25 novembre. Cette manifestation mise en place par des féministes de Rennes, appartenant ou non à des organisations politiques, syndicales et associatives, n'a pas été annulée ou interdite comme l'ont été beaucoup d'autres. L'autorisation de cette manifestation, vu le contexte, n'était elle pas un acte patriarcal?

La volonté de nous réapproprier la rue et l'espace public dans son ensemble, a engendré le choix d'une manifestation nocturne non-mixte, sans hommes cis-génères (c'est à dire désignés hommes à la naissance, socialisés et se reconnaissant comme tels) basée sur l'auto-organisation des concerné-e-s. Ce besoin est apparu comme d'autant plus intense depuis le début de l'état d'urgence où notre liberté de déplacement s'est encore restreinte.

Une centaine de personnes, sont venues manifester leur indignation face au système patriarcal, en dehors des cadres institutionnels.

La manifestation s'est déroulée sans encombre, avec un dynamisme et une énergie palpables. Les réactions des passant-e-s se sont également avérées très positives et encourageantes, avec un certain étonnement compte-tenu de l'actualité politique.

Après une heure de marche enjouée et haute en couleurs, la manifestation a pris fin place de la Mairie, sur une entonnoison à l'unisson de l'hymne du MLF.

Un bilan très positif pour tou-te-s, ainsi que pour le NPA qui avait participé activement à l'organisation et exprimé son soutien à cette initiative en appelant à l'événement.

Par le biais de cette manifestation, des voix condamnent les violences sexistes (160 mortes par an) et remettent en cause la domination patriarcale, et les inégalités que peut engendrer notre société, dans ce système capitaliste.



## CHGR : Nouvelle journée de grève et de mobilisation

Nouvelle journée de grève et de mobilisation le jeudi 3 décembre du personnel de l'hôpital psychiatrique Guillaume Regnier à Rennes.

Alors que les salariéEs avaient déjà réaffirmés par leur mobilisation et la grève le 26 novembre leur refus de la nouvelle organisation du travail et la suppression de 20 RTT, la direction leur demandait de venir ce jeudi « étudier les modalités de mise en place des organisations de travail » !! Cette volonté d'associer les travailleurs/euses à la casse du droit du travail est inacceptable.

Ce jeudi les salariéEs étaient donc une nouvelle fois mobilisés : 150 ce midi dans l'hôpital, une centaine en manifestation et devant l'ARS pour soutenir les délégués syndicaux qui venaient une nouvelle fois porter les revendications du personnel.



Dans les prochains jours des blocages seront de nouveaux organisés aux nouveaux horaires des équipes. Et le 17 décembre, le Tribunal Administratif de Rennes examinera la refonte des échelons et des notations. Ce passage en force voulu par la direction est dramatique car sur une carrière unE infirmier/ère peut perdre 40 000 E nets !!

L'année dernière la mobilisation du personnel du CHGR avait permis de bloquer ces attaques : cette année la mobilisation sera aussi au rendez vous pour défendre ces droits.

(à noter que les salariéEs étaient contentEs de voir notre article sur leur lutte dans l'Anticapitaliste du 3 décembre)

Retrouvez le précédent article : CHGR, cette semaine la grève ! <http://www.anticapitaliste-35.org/R...>

## l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

	Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

### SOUSCRIPTION 2015

NOTRE PLAN A

SOUTENEZ LE NPA

Notre hebdomadaire l'Anticapitaliste est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez-de-chaussé. Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner !

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU  
**NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE**  
<http://www.anticapitaliste-35.org>  
<https://www.facebook.com/NPA-Rennes>